

Ultimatum Climatique Copenhague 2009

Soumis par Sophie
Dernière mise à jour: 08-11-2009

Cliquez !

Monsieur le Président,

Au mois de décembre de cette année se tiendra à Copenhague le Sommet de l'ONU sur le climat. Confrontés au problème climatique, les dirigeants du monde entier devront parvenir à surmonter leurs divergences dans l'intérêt des court terme pour se rassembler autour d'un projet politique mondial fondé sur un constat scientifique objectif et ainsi donner une suite au protocole de Kyoto qui soit à la hauteur des enjeux que nous allons devoir tous ensemble affronter dans les décennies à venir. Le résultat de cette conférence dessinera l'avenir climatique de l'humanité. Or comme le rappelait il y a un an le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, « nous sommes au bord d'une catastrophe si nous n'agissons pas ».

Acteurs reconnus de la protection de l'environnement, des droits humains et de la solidarité internationale, conscients des responsabilités qui sont les nôtres, nous avons décidé pour la première fois de parler d'une seule voix pour vous exprimer publiquement notre préoccupation et vous appeler à agir avec ambition et détermination lors de la Conférence de Copenhague. Au regard de l'ultimatum climatique auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui, Monsieur le Président, vous aurez rendez-vous avec l'histoire en décembre 2009.

Le réchauffement du système climatique est sans équivoque. L'activité humaine en est la cause. Ses impacts se font sentir dans de nombreux points du globe, notamment par la multiplication des catastrophes climatiques. Si nous n'agissons pas maintenant, ils seront sans aucun doute encore plus dévastateurs. C'est le constat sans appel de 2500 scientifiques du monde entier qui ont reçu collectivement le Prix Nobel de la Paix en 2007 pour leurs travaux sur le phénomène des changements climatiques. Depuis, de nombreux documents scientifiques montrent, chaque jour, que le climat se dérègle au-delà des prévisions les plus pessimistes, avec des conséquences bien plus précoces que prévues et d'ores et déjà visibles.

Il est encore difficile d'évaluer avec précision l'amplitude des impacts, le danger est en revanche certain. Les écosystèmes ravagés, variabilité climatique extrême, hausse du niveau des océans : les premières victimes de ces catastrophes en chaîne sont les populations vulnérables en Afrique subsaharienne, en Asie centrale, du Sud Est ou dans de nombreux pays insulaires. La sécurité alimentaire, l'eau ou la terre sont gravement menacées. Des centaines de millions de personnes risquent d'être poussées à l'exode, grossissant les rangs de ceux que l'on appelle « réfugiés climatiques ». Dans un monde de crises, nous craignons que la guerre, l'autoritarisme, les inégalités, l'impérative et la souffrance humaine prennent encore un peu plus le pas sur la paix, la dignité humaine et la démocratie.

L'urgence climatique nous commande donc d'agir à la hauteur des problèmes qui sont devant nous. Nous maîtrisons pour la plupart des technologies nécessaires pour relever le défi d'un mode de développement qui intégrerait à sa juste mesure l'impératif climatique. De plus, cette rupture avec un modèle de développement historique d'un passé révolu offre des opportunités d'économies, d'emplois et d'innovations considérables. Encore faut-il que nous prenions la décision de le faire.

Tout d'abord, il faut impérativement parvenir à stopper la croissance des émissions mondiales de gaz à effet de serre à 2015 avant de les faire dépasser. C'est la seule voie pour limiter le réchauffement des températures bien en-dessous de 2°C, seuil au-delà duquel la capacité à s'adapter de nos sociétés et des écosystèmes est menacée. Pour ce faire, les pays industrialisés, dont la France, doivent sans engager collectivement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2020 par rapport à 1990.

Mais cela ne sera pas suffisant. Les pays en développement doivent, eux aussi, mettre en place les politiques industrielles, énergétiques et agricoles qui limiteront la croissance de leurs émissions avant de les réduire, sans compromettre leur légitime aspiration au développement économique et social. L'accord de Copenhague devra permettre à ces pays d'évoluer vers des modèles sobres en carbone. Il devra aussi leur permettre de s'adapter aux conséquences inévitables du changement climatique.

Pour nombre d'entre eux, en particulier les plus vulnérables, ces actions ne pourront se faire sans le soutien financier et technique des pays industrialisés. Les besoins d'ici 2020 sont évalués à plus de 100 milliards d'euros par an.

de 10% des émissions militaires mondiales.

Responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui dans l'atmosphère, munis de capacités d'action plus fortes, les pays industrialisés portent la responsabilité morale, légale et économique de mener le combat contre le dérèglement du climat. Monsieur le Président, vous devez de prendre la tête de ce combat qui est sans aucun doute l'enjeu de ce siècle. Notre avenir commun dépendra dans deux cents jours des choix politiques qui seront faits.

Serge Orru, WWF-France
 Pascal Husting, Greenpeace France
 François Danel, Action contre la Faim
 Olivier Braunsteffer, Care France
 Souhayr Belhassen, FIDH
 Nicolas Hulot, Fondation Nicolas Hulot
 Anne Bringault, Les amis de la terre
 Michel Bruguière, Mécénats du Monde
 Luc Lamproc'h, Oxfam France Agir Ici
 Sandrine Mathy, Rêseau Action Climat
 Michel Roy, Secours Catholique
 Alain Matesi, CoLLecT-iF environnement

Négociations climat :

Barcelone dernier espoir avant Copenhague

Barcelone accueille du 2 au 6 novembre plus de 4000 délégués pour le dernier round de négociations avant Copenhague COP21

Envoyé spécial Le journal Développement durable
 2 novembre 2009, Patrick Cros

Dernière rencontre avant Copenhague, Barcelone s'annonce, du 2 au 6 novembre, une étape cruciale dans les négociations sur le climat. C'est l'occasion pour les participants d'afficher leurs avancées et surtout de confronter divergences à moins de six semaines du sommet qui voudrait sceller une nouvelle entente mondiale. Face aux retards pris et aux nombreux points d'achoppements, l'ONU ne parle plus de date butoir et envisage même un accord d'ici fin courant 2010. L'Europe tente toujours de prendre le leadership des discussions. Malgré des dissensions dans ses rangs, une estimation de l'effort financier mondial nécessaire pour venir en aide aux pays en développement a été annoncée vendredi 30 octobre, sans toutefois préciser le montant de la participation européenne.

Après Bonn en avril, juin et août, puis Bangkok en septembre, c'est à Barcelone que se retrouvent du 2 au 6 novembre plus de 4000 délégués pour la dernière étape de négociations avant Copenhague (du 7 au 18 décembre). L'ONU cache pas son inquiétude devant la lenteur des avancées à moins de six semaines du sommet qui doit mettre en place un nouvel accord mondial sur le climat. « Il sera physiquement impossible de finaliser tous les détails d'un traité à Copenhague, quel que soit le scénario envisagé. Mais Copenhague doit permettre d'aboutir à un accord sur l'essentiel », a déclaré Christiana Figueres, la négociatrice en chef de l'ONU.

a expliquÃ© Yvo de Boer, Ã la veille de la confÃ©rence de Barcelone. « Ensuite nous devrons finaliser les dÃ©tails dans le courant de lâ€™annÃ©e 2010 ». Le secrÃ©taire exÃ©cutif de la Convention climat des Nations Unies a rappelÃ© quâ€™il y a urgence face Ã un nouvel accord mondial qui doit impÃ©rativement entrer en vigueur au 1er janvier 2013, pour succÃ©der au Protocole de Kyoto qui se termine fin 2012. Il reste en particulier Ã sâ€™entendre sur des objectifs chiffrÃ©s de rÃ©duction des Ã©missions de gaz Ã effet de serre dans les pays industrialisÃ©s et des mesures dâ€™attÃ©nuation de leur hausse dans les pays en dÃ©veloppement (Chine et Inde notamment).

Autre sujet dÃ©licat : les moyens financiers de lutte contre le changement climatique et dâ€™aide aux pays les plus vulnÃ©rables, ainsi que la gestion de ce systÃ¨me. Les discussions risquent dâ€™Ãªtre houleuses cette semaine Ã Barcelone entre pays riches qui rechignent Ã pÃ©naliser leurs industries et leur Ã©conomie lâ€™heure de la crise et les pays en dÃ©veloppement qui refusent de perdre les avantages que leur accordait le Protocole de Kyoto, imposant une contrainte aux seuls pays industrialisÃ©s.

Un accord Ã minima entre europÃ©en vendredi

Lâ€™Europe reste la seule des grandes puissances Ã©conomiques Ã sâ€™Ãªtre engagÃ©e sur des objectifs chiffrÃ©s et un prÃ©cis, promettant une baisse dâ€™au moins 20% de ses Ã©missions dâ€™ici 2020. DÃ©terminer Ã sâ€™affirmer Ã nouÃ©gociations de Barcelone cette semaine et de Copenhague en dÃ©cembre, les vingt-sept pays membres de lâ€™UE se sont finalement mis dâ€™accord vendredi 30 octobre pour aider financÃ©rement les pays pauvres Ã rÃ©duire leurs Ã©missions de gaz Ã effet de serre et Ã faire face aux consÃ©quences du changement climatique. Les besoins de financement public dans le cadre dâ€™un accord global ont Ã©tÃ© estimÃ©s Ã 100 milliards dâ€™euros par an dâ€™ici 2020. Lâ€™UE sâ€™est cependant dÃ©cidÃ©e sur le montant de sa participation ni comment elle serait rÃ©partie entre ses 27 Etats-membres. Neuf pays dâ€™Europe de lâ€™Est, entrÃ©s rÃ©cemment dans lâ€™UE, ont jouÃ© les trouble-fÃªtes : la Pologne, la RÃ©publique tchÃ©que, la Slovaquie, la Hongrie, la SlovÃ©nie, la Bulgarie, la Roumanie, la Lettonie et la Lituanie. Fortement liÃ©s au charbon, ces Ã©tats craignent dâ€™alourdir leurs budgets nationaux qui souffrent de la crise.

Avec cette aide financÃ©re, lâ€™Europe compte persuader les pays en dÃ©veloppement Ã accepter de rÃ©duire leurs Ã©missions de gaz Ã effet de serre et faire pression sur la Chine, lâ€™Inde et les Etats-Unis, les trois plus gros pollueurs de la planÃ©te, pour quâ€™ils acceptent des objectifs chiffrÃ©s. Les Vingt-Sept sont Ã©galement tombÃ©s dâ€™accord pour sâ€™engager Ã 30% dâ€™ici 2020 - et Ã 80 voire 95% dâ€™ici 2050 - leurs Ã©missions de gaz Ã effet de serre « si un accord ambitieux est conclu Ã Copenhague ».

Un vÃ©ritable bras de fer devrait maintenant sâ€™engager Ã Barcelone puis Ã Copenhague entre les USA, lâ€™UE, les pays en dÃ©veloppement, la Chine et lâ€™Inde. Ces derniers, qui ont signÃ© fin octobre 2009 un accord de coopÃ©ration portant sur cinq ans pour Ã©changer des informations dans le domaine du changement climatique, refusent de se voir imposer des objectifs de rÃ©duction dâ€™Ã©missions de CO2, estimant que cela freinerait leur croissance Ã©conomique et handicaperait leurs efforts pour lutter contre la pauvretÃ©. La Chine nâ€™hÃ©site pas Ã souffler le chaud et le froid, essayant de trouver lâ€™impasse entre un compromis entre une croissance Ã©conomique accÃ©lÃ©rÃ©e et la baisse des Ã©missions de gaz Ã effet de serre. Le pays le plus peuplÃ© de la planÃ©te sâ€™est ainsi engagÃ© Ã rÃ©duire la croissance des Ã©missions de CO2 de son pays par point de 4% de faÃ§on notable dâ€™ici 2020, sans aller jusquâ€™Ã apporter des chiffres prÃ©cÃ©s.

Les hÃ©ritages amÃ©ricaines

Un soutien inattendu Ã un Ã©ventuel accord de Copenhague est venu en septembre dernier du Japon. Le nouveau Premier Ministre fraÃ§hement Ã©lu a annoncÃ© aprÃ¨s sa victoire historique de son parti face aux conservateurs, quâ€™il engagerait une rÃ©vision complÃ©te des objectifs et des stratÃ©gies de rÃ©duction de GES du pays avec une rÃ©duction de 25% des Ã©missions dâ€™ici 2020 (par rapport Ã 1990).

Les Etats-Unis et lâ€™Australie comptent bien Ã©galement sâ€™imposer dans les discussions mÃªme si leurs dÃ©clarations plus lâ€™allure dâ€™effet dâ€™annoncent que de rÃ©elle volontÃ© politique face Ã un pragmatisme Ã©conomique et une opinion hÃ©ritante. Les deux pays qui nâ€™avaient pas signÃ© le Protocole de Kyoto ont fait, il est vrai, un retour en force dans les nÃ©gociations en 2009. Barack Obama vient ainsi dâ€™annoncer quâ€™il se rendrait en Chine du 15 au 18 novembre prochain. Mais, les Etats-Unis ont refusÃ© jusquâ€™Ã prÃ©sent toute contrainte juridique, bloquant ainsi le projet de traitÃ© qui compte toujours 200 pages. Autre problÃme de taille : la loi amÃ©ricaine sur les changements climatiques tarde Ã Ãªtre dÃ©battue au Parlement, alors que lâ€™Onu estime que son adoption sera cruciale pour la rÃ©ussite du sommet de Copenhague. La loi en attente prÃ©voit une baisse rÃ©guliÃ©re des Ã©missions amÃ©ricaines de CO2 jusquâ€™Ã atteindre une baisse de 83 % en 2050 par rapport Ã 2005.

Certains spÃ©cialistes le craignent : la capitale danoise pourrait bien ne pas laisser son nom au traitÃ© qui succÃ©dera au Protocole de Kyoto, cÃ©dant la place Ã dâ€™autre sommet comme celui de Mexico, fin 2010.

RÃ©chauffement climatique

Un rapport alarmant sur son coÃ»t et ses impacts en France

(Source MaxiSciences)

France - Un rapport alarmant sur l'impact du rÃ©chauffement climatique a Ã©tÃ© remis jeudi par l'Observatoire national sur les effets du rÃ©chauffement climatique (Onerc), au ministre de l'Environnement Jean-Louis Borloo.

Si aucune mesure n'est rapidement prise par la France pour s'adapter au rÃ©chauffement climatique, ce dernier coÃ»tera extrÃ¢mement cher Ã l'Hexagone, prÃ©vient l'Onerc dans son rapport.

Les coÃ»ts annuels liÃ©s au rÃ©chauffement pourraient en effet atteindre plusieurs milliards d'euros estime l'observatoire qui Ã©voque la montÃ©e des eaux, les feux de forÃts ou encore les canicules Ã rÃ©pÃ©tition auxquels il faut s'attendre.

En 2050, un dÃ©ficit de 2 milliards de mÃ³tres cubes par an pour les besoins de l'agriculture, l'industrie et l'alimentation en eau potable pourrait Ãªtre observÃ©, annonce ainsi le rapport. L'Onerc estime Ã©galement que la multiplication des canicules du mÃ¢me type que celle de 2003, pourrait reprÃ©senter d'ici 2100, un coÃ»t de plus de 300 millions d'euros par an pour une culture comme le blÃ©.

Le tourisme souffrira lui aussi particulÃ"rement du rÃ©chauffement climatique avec des tempÃ©ratures trop Ã©levÃ©es l'Ã©tÃ© dans le sud de la France et un dÃ©faut d'enneigement dans les Alpes en hiver.

2 milliards d'euros, c'est le coÃ»t que pourrait engendrer une Ã©levation d'un mÃ³tre du niveau de la mer d'ici 2100 en raison de la destruction des routes et logements submergÃ©s, prÃ©vient encore l'observatoire.

Ce rapport doit servir de document de rÃ©fÃ©rence en vue du lancement d'ici 2011, d'un plan national d'adaptation au changement climatique comme le prÃ©voit la loi d'orientation du Grenelle Environnement.

"Ce troisiÃ"me rapport de l'Observatoire national sur les effets du rÃ©chauffement climatique, qui constitue un travail considÃ©rable, montre que la France ne sera pas Ã©pargnÃ©e par le changement climatique" a dÃ©clarÃ© le ministre chargÃ© de l'Environnement. Et d'ajouter: "Il nous faut donc redoubler d'efforts pour rÃ©duire les Ã©missions de gaz Ã effet de serre, ce qui passe par la conclusion d'un accord international Ã Copenhague et par la mise en Ã"uvre du Grenelle Environnement sur notre territoire".